Images et représentations des femmes au travers de la presse féminine proche du Parti communiste de Tunisie

Entre permanence des assignations et émergence d'une « classe » de genre

Élise ABASSADE
doctorante à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis

Les journaux *Femmes de Tunisie* et *Filles de Tunisie*, mensuels puis bi-mensuels publiés entre 1945 et 1946, ont été rédigés par des femmes souhaitant s'adresser en français aux femmes – c'est-à-dire à des individues assignées au genre féminin. Il s'agissait des organes de presse de l'Union des Femmes de Tunisie et de l'Union des Jeunes filles de Tunisie, deux organisations féminines créées en 1944 et en 1945, à considérer comme des organisations de masse du Parti communiste de Tunisie, lui-même créé en 1921. Leurs fondatrices et dirigeantes étaient, à cette époque et jusqu'au début des années 1950, des militantes communistes. Les Unions conservaient cependant des liens assez lâches avec le PCT, et visaient à réunir des femmes issues de toutes tendances politiques. Tous les articles analysés ont été rédigés par des militantes et s'adressaient en priorité aux adhérentes de ces associations.

La société coloniale tunisienne est caractérisée par de forts clivages. La race, « *signifiant flottant* » au cœur de ces divisions, maintient l'étanchéité entre les catégories différentielles, qu'elle fonde, et assure la prépondérance française. Fabrique de la race et fabrique du genre sont intrinsèquement mêlées, puisqu'elles servent toutes deux la différenciation, sur laquelle repose le système colonial. L'ordre repose ainsi sur une « *règle de division* » : chacun-e a une place et doit y rester. Le Parti communiste de Tunisie, d'abord section tunisienne du PCF puis de plus en plus autonome, est la première organisation politique de Tunisie à avoir demandé l'indépendance, dès les années 1920. Ses mots d'ordre se sont modifiés, se sont émoussés au cours de son histoire, mais sa ligne principale demeura l'anti-impérialisme. Il s'agissait du seul milieu politique tunisien où se retrouvaient des militant-e-s issu-e-s de toutes les composantes de la population avec, notamment, une présence féminine marquée. L'historien Claude Liauzu qualifie ces femmes et ces hommes de « *passeurs* » de frontières, de « *métis de la colonisation* » : des personnalités qui transgressèrent les normes coloniales, qui évoluèrent au sein d'un « *monde du contact* » politique.

Partant de l'analyse des représentations diffusées au travers des articles rédigés et des supports iconographiques que contiennent ces journaux, ma communication visait à exposer des questions d'ordre méthodologique. L'étude de sources écrites *par* des femmes *pour* des femmes semble, a priori, dissoudre toutes difficultés liées aux recherches sur les femmes et le genre. Elle comporte, en réalité, plusieurs risques : comment aller au-delà de ce qui semble être l'évidence, et réussir à questionner la fabrique de la féminité ? Comment ne pas reproduire l'idée d'un monde féminin clos ? Il s'agissait d'interroger les façons dont ces militantes parlaient des femmes et, ainsi, la place du genre dans ces représentations, qui semble en être un élément constitutif.

Un journal féminin, ou féministe ?

Dans l'un des articles de *Filles de Tunisie*, la secrétaire de l'UJFT se réjouit de voir réunies, lors d'un futur congrès, « *Françaises et Tunisiennes, jeunes fonctionnaires, jeunes ouvrières [...] jeunes tunisiennes musulmanes et israélites, jeunes chrétiennes, jeunes communistes, jeunes socialistes* ».

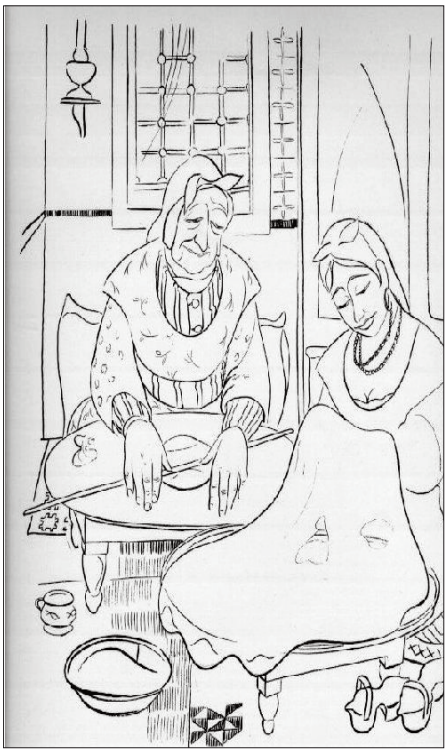
Les militantes cherchaient à rassembler les femmes, pour leur faire comprendre « *combien leurs désirs étaient semblables, quelles que soient leurs races, leurs nationalités ou leurs religions* ». Ces journaux se présentaient ainsi comme ceux de toutes les femmes de Tunisie. Ils prennent les traits de revues féminines conventionnelles, diffusant des articles sur la mode, la coiffure, la cuisine... autant d'aspects censés intéresser toutes les femmes.

Les militantes cherchaient, pour provoquer l'union et mobiliser les « *énergies féminines* », à diffuser des mots d'ordre censés préoccuper les femmes. Leurs revendications, leurs actions et, donc, les articles des journaux concernent les visites aux blessés, l'envoi de colis aux soldats encore sur le front, les collectes de vivres et de vêtements et leur redistribution. L'UFT et l'UJFT, fondées juste après la Seconde Guerre mondiale se donnaient pour premières tâches de pallier les conséquences du conflit, et d'éradiquer le fascisme – le tout dans une perspective se souhaitant féminine. De façon générale, les femmes ont pour tâche principale le soutien, prodigué prioritairement à l'époux et au fils. Ces organisations, à caractère social, s'intéressent également à la question de l'enfance. Pour les militantes, ces lignes sont justifiées par un principe de nature : « *car nous sommes des femmes, car nous sommes des mères* ». La maternité serait, selon ces journaux, ce qui réunirait toutes les femmes. Cette rhétorique, très classique, vise à mobiliser les femmes, et cette mobilisation se fait autour de sentiments supposés féminins. La féminité est ici associée à la douceur, à l'empathie, à la compassion, au pacifisme.

Ces journaux diffusent un modèle de femme d'abord mère dont le rôle « naturel » serait de préserver son foyer de tout péril, tout en faisant figures de tribunes pour des revendications et des actions concrètes portées par des femmes. On peut ainsi poser l'hypothèse du développement d'un féminisme « maternaliste », c'est-à-dire la glorification de valeurs considérées comme naturellement féminines (affection, soutien aux hommes, etc.) pour porter des revendications précises, dont beaucoup concernent les femmes. Ainsi, le mot d'ordre le plus important demeure, pour ces organisations, le relèvement et l'égalité des salaires (entre les hommes et les femmes, entre les Français-es et les Tunisien-ne-s). Les militantes ont à cœur de défendre le travail féminin et de former les adhérentes à un métier, de leur apprendre à lire et à écrire, afin d'en faire des femmes capables, responsables, travailleuses, mères de famille accomplies, non seulement reproductrices mais formatrices, à même de transmettre des valeurs à leurs enfants. On retrouve ainsi un des aspects des rhétoriques nationalistes concernant le rôle des femmes.

Le modèle de femmes diffusé dans ces journaux, assez classique de prime abord, leur confère cependant un réel rôle social et politique. Est-il suffisant que les subalternes aient une voix pour que celle-ci soit subversive et porteuse de changement ?

Entre entre-soi féminin... et absence du genre



© nasra.free.fr

Les Unions féminines cherchent à améliorer la vie quotidienne ; elles souhaitent agir sur le terrain du réel. Beaucoup de pages des journaux sont réservées, par exemple, à des recettes de cuisine économiques (avec du pain rassis etc.), ou à des conseils de réemploi de vieux vêtements. Les rédactrices font démonstration d'un militantisme de proximité, sur le terrain pratique de la vie de tous les jours, à la rencontre directe des femmes de Tunisie. L'UJFT et l'UFT sont organisées en cercles de quartiers moins rigides que des cellules, et les adhérentes sont appelées « *amies* ». Leurs réunions, dépeintes au grès des numéros des journaux, sont présentées comme sympathiques : elles sont organisées en ouvroirs amicaux, dans des lieux considérés comme féminins, tels les foyers ou les patios. Les militantes mettent en scène la vie des femmes, certains des articles racontent les difficultés matérielles, proposent des solutions concrètes, telle la mise en place de garderies.

« *Nos sœurs musulmanes* » est une expression usuelle de leurs articles : leurs auteures s'interrogent régulièrement sur les façons de les atteindre, avec une extériorité évidente – bien que beaucoup de ces articles aient été écrits par des femmes identifiées comme « musulmanes ». La « femme musulmane » fait figure, à cette époque, d'un réel enjeu pour ces associations, qui cherchent à représenter toutes les femmes, et à défendre le prolétariat féminin : ainsi, les artisanes de l'intérieur du pays font l'objet de nombreux articles – les « musulmans » représentant, pour le mouvement communiste, le prolétariat, et la masse des colonisés à persuader dans une logique de préparation de la révolution et de prise de pouvoir. Le pendant de cette catégorie, la « femme européenne », est tout aussi rigide. Plusieurs dossiers des journaux sont divisés en deux parties, l'une concernant les femmes « musulmanes » l'autre, les femmes « européennes », censées ne pas avoir le même mode de vie. Cette dichotomie est particulièrement parlante en ce qui concerne les vêtements, considérés comme représentatifs des us et coutumes, a fortiori quand il s'agit d'un trousseau de mariage (cf. image ci-contre). Au fil des

pages, les lectrices alternent alors entre articles présentant des femmes « réelles », et des représentations stéréotypées.

« *Les unes et les autres, femmes européennes et femmes musulmanes obligées de gagner leur vie, sont à quelques degrés près, pareillement exploitées* ». Les catégories coloniales sont employées sans être questionnées ; ce qui transparaît cependant est la volonté de susciter des rassemblements de femmes issues de toutes les catégories, de s'organiser entre femmes en faveur de revendications considérées comme spécifiques et ainsi, dans une certaine mesure, de réaliser un entre-soi féminin. Il semblerait, alors, que les catégories différentielles soient rendues permanentes *par* la volonté d'unir les femmes. Les « femmes » constituent un sous-groupe pour le mouvement communiste ; elles seraient les plus exploitées, les prolétaires des prolétaires, et vivraient des difficultés spécifiques à cette appartenance. Pour autant, le mouvement communiste international refuse la lutte « des sexes », qui pourrait nuire à la lutte des classes. Le groupe « femmes » est perçu comme une classe, dont les membres partageraient un même état de nature : la répartition des rôles sociaux n'est pas questionnée. Le genre, en tant que produit de relations socialement construites, est un impensé. Les militantes sont alors soumises à une injonction contradictoire : il leur est préconisé d'être autonomes, de se réunir pour lutter ensemble, mais sans que la définition usuelle de la féminité ne soit remise en question, et sans être féministes.

Conclusion

Ces journaux féminins, bien qu'en apparence assez classiques, font démonstration de modes de fonctionnement et de régimes de représentations plutôt originaux dans le cadre de la situation coloniale. Tribunes politiques par lesquelles les militantes font entendre leurs revendications concrètes, ils servirent notamment à défendre l'égalité entre les Françaises et les Tunisiennes. Les militantes ne remettent cependant aucunement en question les catégories du pouvoir, sous prétexte de reconnaître la spécificité de chacune, des « Européennes » comme des « musulmanes » ; les catégories en sont, alors, réifiées. Il semblerait, à la lumière de ces analyses, que le journal *Filles de Tunisie* fasse montre d'une plus grande souplesse et que l'emploi d'expressions extériorisantes ou réifiantes, de modèles fixes y soit moins évident – cela tiendrait, peut-être, au fonctionnement de l'UJFT, moins hiérarchique que l'UFT, et à la moindre expérience militante de ses dirigeantes.

Ces sources rendent compte d'une tension entre volonté de rassembler une majorité de femmes et, donc, de correspondre aux normes, et au souhait d'aller à l'encontre de la situation coloniale ; une tension entre dépassement des frontières et permanence des catégories différentielles. Les actions concrètes décrites supposent, par ailleurs, des activités collectives entre femmes. Pour questionner les processus d'identification, de groupalité, d'appartenance, il convient de recouper ces analyses avec d'autres types de sources pour, ainsi, tenter de saisir les subjectivités.

© letourismemagazine.com
« Histoire de la Tunisie » par H. Boularès, éditions Cérès

[1] Les numéros sont conservés à la Bibliothèque nationale de Tunisie (Tunis).

[2] Belaïd Habib, « Logique ethnique et logique coloniale à travers les associations en Tunisie entre les deux guerres », pp. 199-210, in Jacques Alexandropoulos, Patrick Cabanel (dir.), *La Tunisie mosaïque. Diasporas, cosmopolitisme, archéologies de l'identité*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2000, p. 199.

[3] Du nom de l'ouvrage de Mary Dewhurst Lewis, *Divided Rule*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles-London, 2014.

[4] Liauzu Claude, *Passeurs de rives. Changements d'identité dans le Maghreb colonial*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 9, p. 90, etc.

[5] Pratt Mary Louise, « Arts of the Contact Zone », in ed. David Bartholomae and Anthony Petroksky, *Ways of Reading*, 5th edition, NewYork Bedford/St. Martin's, 1999, et Emmanuel Blanchard, Sylvie Thénault, « Quel 'monde du contact' ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social* n° 236.

[6] *Filles de Tunisie*, mars-avril 1945.

[7] *Femmes de Tunisie*, juin-juillet 1945.

[8] *Femmes de Tunisie*, mars-avril 1945.

[9] *Ibid*.

[10] Voir par exemple Sonia Dayan-Herzbrun, « Féminisme et nationalisme dans le monde arabe », in Fatou Sow (dir.), *La recherche féministe francophone*, Karthala, Paris, 2009, pp. 243-255.

[11] Par exemple, *Femmes de Tunisie*, octobre 1945.

[12] *Femmes de Tunisie*, juin-juillet 1945.

On note par ailleurs l'absence de mention de femmes « israélites ».

[13] Pennetier Claude et Pudal Bernard, « Introduction », pp. 9-15, in Claude Pennetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoire du « moi »*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014.

[14] Un numéro de *Filles de Tunisie*, par exemple, comporte un article exhortant à la lutte commune des femmes pour améliorer leurs conditions de travail et, à la page suivante, on trouve un dossier s'intitulant « Saurez-vous cuisiner pour votre futur mari ? ».